

L'ère du managérialisme dans la recherche



Bvldone / Fotolia

Quatre réseaux de recherche pluridisciplinaire avaient été mis en place en santé et travail social. Ils ont été fermés. Les impératifs gestionnaires prennent-ils le pas sur la réflexion scientifique ?

Par **Annamaria Colombo Wiget**, professeure, Haute école fribourgeoise de travail social et responsable du réseau RECSS jusqu'à la fin 2012 et **Marion Droz Mendelzweig**, professeure, Haute école de santé La Source (Lausanne) et membre du Conseil scientifique du réseau CEDIC jusqu'à la fin 2012

Pendant huit ans, de 2004 à 2012, la recherche dans les domaines Santé et Travail social de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO) a été financée conjointement. Elle s'est appuyée sur quatre réseaux interdomaines [1] qui ont soutenu financièrement et scientifiquement des activités de recherche (principalement des projets, mais aussi des publications, des traductions et des activités scientifiques). Fondés sur l'interdisciplinarité, les programmes élaborés par ces réseaux sont partis du constat de l'imbrication des problématiques sanitaires et sociales dans la réalité des populations concernées, ainsi que des professionnelles et professionnels œuvrant sur le terrain. Ils ont ainsi encouragé une recherche qui est allée au-delà des cloisonnements disciplinaires pour permettre de rendre compte de la complexité des réalités observées et enrichir leur analyse en croisant différentes approches.

Avec la nouvelle Convention en vigueur depuis le 1er janvier 2013, l'enveloppe financière pour l'ensemble des sept domaines de la HES-SO est désormais répartie par le rectorat sur la base de stratégies sectorielles et des demandes présentées par chaque domaine.

Ce nouveau contexte politico-administratif a suscité une importante polémique sur la pertinence de maintenir ou non les quatre réseaux. L'argument principalement avancé en faveur de leur disparition était qu'il serait difficile, voire impossible, de maintenir des réseaux interdomaines alors que le financement de la recherche s'effectue selon une logique propre à chaque domaine. La remise en question de ces réseaux résulte de dynamiques complexes qui font intervenir différentes logiques institutionnelles et des rapports de forces entre les acteurs en jeu. La réflexion proposée dans cet article interroge surtout le poids des logiques administratives dans ce processus, qui semblent

avoir pris le pas sur les logiques scientifiques qui étaient au fondement des réseaux [2].

La logique managériale

Lors du colloque de clôture des quatre réseaux, Travailler en réseau à l'heure du managérialisme : quels défis pour la santé et le travail social ?, en décembre dernier, les intervenant-e-s ont offert deux pistes de compréhension du phénomène. La première propose d'inscrire les changements vécus à la HES-SO dans un contexte national et international de « managérialisation » de la recherche qui n'est pas sans incidence sur la façon dont la recherche est gérée et sur les conditions de sa réalisation. La deuxième piste insiste sur les lignes de forces d'une recherche interdisciplinaire, plus particulièrement dans les domaines de la santé et du travail social. Ces réflexions suggèrent deux manières qui s'offrent aux chercheurs [3] pour composer avec cette décision et pouvoir, malgré tout, poursuivre le travail de recherche dans des conditions satisfaisantes.

Car le « managérialisme » n'a rien de bien exceptionnel, à entendre le sociologue Mejed Hamzaoui [4] qui s'est exprimé lors du colloque. Ce courant, qui pénètre les dispositifs institutionnels destinés à l'organisation et au financement de la recherche, creuse de fait son lit dans les milieux académiques de l'enseignement et de la recherche depuis les années 1990 déjà. Le managérialisme est avant tout un esprit, une manière de concevoir l'excellence, la performance, la qualité, en d'autres termes, de fixer la valeur des choses. Il produit une logique organisationnelle qui pose la nécessité d'accroître la compétitivité comme moteur et la productivité académique comme mot d'ordre. Les effets structurants de cette « économie de la connaissance » sont implacables, les espaces de résistance sont étranglés d'avance. Et pour cause : l'Etat se devant de garantir un climat propice à la recherche et à l'innovation – l'émergence de nouveaux marchés et l'augmentation de la rentabilité étant attendus comme produits – il se doit d'assurer l'existence de structures de recherche intégrables dans le monde de la production. Les mécanismes de quasi-marché basés sur la logique d'efficacité déterminent dès lors les modalités du travail de recherche et l'octroi des financements.

« Comprendre, c'est mesurer »

Lors du colloque, les interventions introductives des représentants de la direction de la HES-SO ont été à ce titre évocatrices. La légitimité et la qualité de la recherche produite au sein des réseaux Santé et Travail social a certes été mise en valeur, mais elle a été principalement démontrée à l'aide de statistiques chiffrées qui renforcent l'idée que « comprendre, c'est mesurer, calculer » [5].

Les chercheurs réunis ensuite en ateliers ont mis en évidence combien la séparation financière des domaines disciplinaires est la résultante d'une tendance qui s'impose depuis plusieurs années dans le milieu académique suisse et qui prétend rendre l'organisation de la recherche plus efficace en s'inspirant des principes des sciences de la gestion. Il y a été question des conséquences sur le travail des chercheurs de l'application des normes de publication de plus en plus fondées sur la compétition et la mesure des facteurs d'impact, des contraintes qui entravent le travail de recherche aussi bien mandatée que libre, de l'impossible réduction des sujets de la recherche à des objets et de la pertinence d'une approche interdisciplinaire qui allie les perspectives de la santé et du travail social.

Si elle a des conséquences bien réelles sur le travail des chercheurs, la nouvelle organisation administrative de la recherche ne doit pas pour autant empêcher ces derniers de poursuivre la réflexion sur la pertinence d'une approche interdisciplinaire, son sens et les modalités possibles de sa mise en œuvre. En effet, des structures interdisciplinaires telles que les réseaux ont largement encouragé la collaboration entre chercheurs des différents domaines, mais elles ne peuvent pas la garantir d'une part, et elles ne constituent pas, d'autre part, la seule modalité de mise en œuvre de l'interdisciplinarité.

Les options citoyennes

Il n'en reste pas moins que le mythe platonicien de l'androgynie – la séparation forcée des complémentarités – semble s'appliquer aux modalités régissant l'organisation de la recherche, ainsi que l'a illustré la conférencière Muriel Darmon [6] à partir de son expérience d'étude sociologique de l'anorexie, objet d'étude catégorisé comme relevant de la santé. La recherche doit-elle respecter les frontières institutionnelles et politiques, qui s'expriment le plus souvent au travers de recherches définies thématiquement (la « santé » et le « social »), demande Darmon, ou doit-elle précisément s'attacher à déconstruire ces frontières avec, pour seule arme, le « point de vue » qui la fonde et qui lui permet de se saisir de tous les domaines de la réalité ? A cette question rhétorique, Darmon rétorque qu'il n'y a pas d'objet propre à la sociologie, ni d'objet interdit. Les objets d'étude se construisent avec les outils conceptuels et les méthodes élaborées pour leur étude. Il ne s'agit pas de disqualifier les autres approches de l'objet, mais de revendiquer le droit de l'aborder aussi avec sa logique disciplinaire propre. Le processus de recherche, lorsqu'il peut se déployer en tant qu'activité citoyenne en puisant dans toutes les disciplines connexes jugées pertinentes pour la construction de l'objet de recherche, montre que l'homogénéité des domaines est un leurre.

Au clair sur les conséquences délétères du management de la recherche selon les principes de l'économie de marché, les chercheurs perçoivent leur marge de manœuvre comme s'inscrivant entre deux options possibles. La première est une position de conformité, que ce soit aux orientations politiques de la recherche, aux normes éditoriales qui prévalent, ou aux exigences de rentabilité dans le choix des sujets de travail. L'autre option est d'adopter une position plus critique, en cherchant à réaliser le travail de recherche en fonction d'intérêts éthiques et intellectuels tout en s'efforçant de repérer les opportunités permettant de concilier contraintes politico-administratives et exigences scientifiques.

Etre des acteurs de l'action publique, ainsi que se conçoivent les chercheurs des domaines du travail social et de la santé, signifie aussi une capacité à faire preuve de la bonne distance à adopter. En cherchant les voies de nouvelles collaborations, ce sont peut-être des partenariats inédits qui seront trouvés.

[1] Les quatre réseaux santé et travail social :

- Centre d'étude de la diversité culturelle et de la citoyenneté dans la santé et le social
- Réseau d'études aux confins de la santé et du social
- Réseau d'études appliquées en politiques sociales, familiales et de la santé
- Réseau d'études appliquées des pratiques de Santé, de Réadaptation/réinsertion

[2] Sans négliger que la création des réseaux a également été le fruit de rapports de forces et de logiques institutionnelles.

[3] La forme masculine est utilisée dans le présent document pour faciliter la lecture. Cette disposition ne reflète en rien une discrimination basée sur le genre et les termes s'appliquent aussi bien au genre féminin qu'au genre masculin.

[4] Auteur notamment de *Le travail social territorialisé*, Edition Université de Bruxelles, 2002, et co-auteur de *Vers de nouvelles pratiques participatives*, Edition Les politiques sociales, 2010.

[5] De Gaulejac Vincent (2005), *La société malade de gestion*, Paris : Seuil.

[6] Auteure notamment de *Devenir anorexique : une approche sociologique*, La Découverte/Poche, 2008, 349 pages.